



DEPARTEMENT DE L'EURE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SEINE EURE

ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ

« ECOPARC 4 »

**COMMUNES D'HEUDEBOUVILLE,
VIRONVAY
ET FONTAINE-BELLENGER**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES
DE CHANTIER**

ANNEXE 3

AU CAHIER DES CHARGES DE CESSION DE TERRAIN

Version Mai 2026

Le présent cahier des Prescriptions particulières de chantier a pour objet de faire assurer le respect de l'environnement, la protection des sites, l'entretien général des voies et des ouvrages existants et de ceux qui en seront créés, dans le cadre de l'équipement général des communes d'Heudebouville, Vironvay et Fontaine-Bellenger.

Les marchés et contrats passés entre le constructeur et les différents intervenants sur le chantier (maître d'œuvre, coordinateur de chantier, entrepreneur, ...) devront reprendre obligatoirement les clauses du présent article.

Le constructeur est responsable devant la Communauté d'agglomération Seine-Eure en son nom et en celui de ses maîtres d'œuvres, de ses entrepreneurs ou mandataires, de l'application des prescriptions du présent article.

Avant toute intervention sur le domaine public ou domaine de la Communauté d'agglomération Seine-Eure, le constructeur devra effectuer une demande de permission de voirie auprès des services de la Communauté d'agglomération Seine-Eure.

ARTICLE 1 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE BENEFICIAIRE A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SEINE EURE

1.1) Plan d'organisation du chantier

Le constructeur devra faire parvenir à la Communauté d'agglomération Seine-Eure, au moins deux semaines avant la date de démarrage des travaux, deux exemplaires du plan d'organisation du chantier et d'installation de chantier prévu par les entreprises.

La Communauté d'agglomération Seine-Eure en retournera 1 exemplaire signé avec ses observations éventuelles à l'acquéreur, qui devra en tenir compte.

Ce plan d'organisation de chantier tiendra compte des obligations et recommandations venant de la Communauté d'agglomération Seine-Eure, quant aux emplacements des dépôts de terres végétales, des clôtures et des accès aux chantiers, des arbres à conserver. Il devra faire apparaître clairement :

- L'emplacement, la surface au sol des bureaux de chantier.
- L'accès et l'emplacement des parkings réservés à ces bureaux. Il est spécifié qu'aucun stationnement n'est autorisé sur le domaine public, en dehors des espaces publics réservés à cet effet.
- L'emplacement, la surface au sol des baraques de chantier réservées aux vestiaires, à la cantine des ouvriers ou destinées au stockage des matériaux ou de matériels pour l'ensemble des corps d'état.
- L'emplacement des bétonnières, centrales à béton, silos à ciment et autres installations fixes, devront apparaître clairement sur le document : les fosses de décantation de laitance et les dispositions d'évacuation des eaux résiduelles
- L'emplacement des grues avec l'encombrement de leurs voies, leur zone de giration possible.
- Les emplacements réservés aux dépôts de terre végétale nécessaire à la réalisation des espaces verts et aux dépôts de déblais naturels avant réemploi avec indication de leur volume.
- Les arbres qui doivent être conservés et protégés, qu'ils soient isolés ou groupés.

- Les accès au chantier des véhicules lourds avec :
 - dans le cas de chantier donnant directement sur le domaine public, l'emplacement du dispositif de décrottage des pneus avant sortie sur le domaine public, le système retenu pour ce nettoyage, la fosse de décantation des boues et ses dimensions, avant rejet dans le réseau public.
 - dans le cas de chantier donnant sur une voirie « chantier », l'emplacement du ou des décrotteurs du chantier.
- Dans le cas où une mise en habitation partielle serait prévue dans le planning de l'opération, il conviendra de porter sur le plan d'organisation les accès des piétons et des véhicules privés qui seront indépendants de ceux du chantier.
- L'emplacement et les types de clôtures qui seront en place éventuellement en limites privatives.
- Les emplacements retenus pour les panneaux de chantier agréé par la communauté d'agglomération Seine Eure.

1.2) Organigramme de chantier

Simultanément à la remise des plans d'installations de chantiers, le constructeur remettra à la Communauté d'agglomération Seine-Eure un organigramme détaillé de chantier qui devra préciser :

- Pour le constructeur et ses maîtres d'œuvre :
 - les raisons sociales exactes
 - les adresses et n° de téléphone, fax et courriel
 - le nom des personnes responsables de l'opération
 - au siège social
 - sur les chantiers

afin de permettre toute communication urgente.

- Pour les entrepreneurs du constructeur :

La liste des entrepreneurs titulaires de l'ensemble des marchés, ainsi que celles des sous-traitants. Cette liste sera complétée par le nom des responsables de chantier avec les renseignements permettant toute communication.

1.3) Planning de travaux

Le constructeur adressera également, un mois avant le début des travaux du chantier, un planning général de réalisation des ouvrages.

Sur ces documents, devront apparaître, outre les dates de démarrage et de terminaison des ouvrages et de leur mise en service :

- les dates d'intervention sur le domaine public
- les dates de raccordement sur les réseaux divers
- les dates des demandes d'autorisation de travaux sur le domaine public pour les branchements
- les dates des demandes d'autorisation de raccordement
- les dates des demandes d'autorisation de déversement
- etc...

Toutes les modifications au planning de base devront être communiquées à la Communauté d'agglomération seine-Eure.

ARTICLE 2 - REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DES ENGINS ET DES CAMIONS SUR LES VOIRIES

2.1) Voirie

La circulation des engins et poids lourds devra respecter la réglementation applicable sur les communes d'Heudebouville, de Fontaine-Bellenger et de Vironvay.

Le plan de circulation est établi par les communes et communiqué aux entreprises pendant la période de préparation du chantier. Les différentes affectations des voies, voirie « chantier », voirie « public seul », voirie « mixte », y seront définies. Il pourra être modifié par la Communauté d'agglomération Seine-Eure, au fur et à mesure de l'évolution du chantier.

2.2 Sorties de chantier

Elles seront réglementées et ne pourront se faire qu'en un nombre limité de points qui seront précisés sur le plan d'organisation de chantier pendant la période de préparation.

Tous poids lourds ou engins quittant un chantier ou une voirie « chantier », pour sortir sur les voiries « mixtes », devra faire l'objet d'un décrottage destiné à éviter tout dépôt de terre ou de boue sur les voies extérieures du chantier.

Selon l'importance du chantier, ce décrottage pourra être effectué :

- soit manuellement et à sec
- soit par jet d'eau manuel
- soit par passage du véhicule dans une fosse à eau avec dispositif de renouvellement de l'eau
- soit par passage sur une installation automatique à rouleaux complétée ou non par une installation de lavage

L'opération devra être menée de manière telle que toutes les boues et mottes de terre soient extraites d'entre les roues jumelées et les sculptures des pneus.

Dans le cas des procédés par voie humide, les boues extraites et les eaux de lavage devront être décantées dans des bassins de dimensions appropriées. Les eaux résiduelles rejetées dans le réseau public devront être claires et non chargées.

Les dispositions prises devront dans chaque cas être soumises à l'agrément de la Communauté d'agglomération Seine-Eure.

A l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, l'entrepreneur devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber du véhicule sur les chaussées ou trottoirs.

En ce qui concerne les bennes de « béton prêt à l'emploi », les bennes devront être entièrement débarrassées des surplus de béton et lavées. Les déchets provenant des toupies

seront stockés en un point bien défini du chantier, les eaux de laitance et de lavage étant recueillies dans une fosse non raccordée aux réseaux d'assainissement.

Après vidange, les gouttières devront être débarrassées de tous éléments de béton résiduel par lavage.

ARTICLE 3 - EVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET DES EAUX USEES

Le schéma d'assainissement de la commune prévoit un réseau du type séparatif pour l'évacuation des effluents sur la zone « Ecoparc 2 ».

Des dispositions particulières seront donc imposées aux entreprises pour la durée du chantier, pour la protection des réseaux publics et des noues d'infiltration, bassins de retenues et plan d'eau.

En aucun cas, les déchets, provenant du lavage des bennes à béton, ne seront évacués dans les réseaux d'assainissement.

3.1) Eaux usées

Pendant la réalisation des travaux, le bénéficiaire devra exiger le tamponnage de toutes antennes d'assainissement d'eaux usées en attente de raccordement des sorties « bâtiment ». Seule l'évacuation des eaux usées des cantines, WC ou douches de chantier pourra être autorisée après exécution des réseaux primaires.

Les regards exécutés devront recevoir leur tampon de fermeture définitif afin d'éviter des chutes de gravois dans les canalisations.

3.2) Eaux pluviales

Les branchements en attente de raccordement sur les sorties de bâtiments devront être obturés.

Les regards de visite recevront leur fermeture définitive.

Les grilles et avaloirs pour réception des eaux de ruissellement des voies et parkings devront être conçus avec une décantation suffisante et un système de siphonage pour éviter en stade définitif que les déchets légers ne soient entraînés dans les réseaux publics.

ARTICLE 4 - PROTECTION DES BORNES TOPOGRAPHIQUES

Les entreprises devront préalablement à tous travaux se procurer auprès de la Communauté d'agglomération Seine-Eure le plan de situation des bornes triangulaires et de repère des nivellements existants dans la zone des travaux ; les bornes de repère figurant sur ce plan devront être impérativement protégées par l'entreprise et à ses frais, afin d'éviter des déplacements même minimes. En cas de dégradation, le repositionnement des bornes devra être réalisé par le géomètre expert de la Communauté d'agglomération Seine-Eure au frais de l'entreprise.

ARTICLE 5 - ENVIRONNEMENT / PROTECTION DE LA NATURE ET DES SITES

5.1 Abattage

Aucun arbre, dont la conservation aura été demandée par la Communauté d'agglomération Seine-Eure, ne devra être abattu sans son autorisation écrite. Il en sera de même pour les élagages.

5.2 Conservation des arbres

L'acquéreur assurera la protection des arbres qu'il doit conserver sur son terrain par une clôture rigide d'au moins 1,50 mètre de hauteur qui sera implantée à l'aplomb de la couronne de l'arbre ou des arbres périphériques des bosquets. Les entreprises auront soin de ne pas dégrader cette clôture et de maintenir un état de propreté permanent dans cette zone de protection.

Les travaux ne pourront affecter la zone de protection en particulier aucun mouvement de terre (remblai ou déblai) n'y sera effectué et les réseaux enterrés destinés à la desserte des bâtiments devront obligatoirement contourner la zone de protection sauf autorisation écrite de la Communauté d'agglomération Seine-Eure.

De la même manière, toutes dispositions seront prises pour que le déroulement du chantier ne puisse causer des dégradations aux végétaux présents, sur le domaine public ou privé voisin de l'opération. S'il le juge nécessaire, la Communauté d'agglomération Seine-Eure pourra prescrire la réalisation de dispositif à la charge du constructeur.

Ces arbres ne devront pas servir de support aux lignes aériennes de desserte en énergie et le téléphone des chantiers.

ARTICLE 6 - ENTRETIEN DES VOIRIES DE CHANTIER / DEGRADATION DES VOIRIES ET DIVERS OUVRAGES

Les entrepreneurs ayant réalisé les voiries, l'assainissement et les ouvrages divers seront tenus, pendant toute la durée des chantiers et la période de garantie :

- De réparer les dégradations causées de leur fait ou non aux voies, ouvrages d'assainissement et divers faisant l'objet de leur marché (affaissement de chaussées et de caniveaux, casses diverses de caniveaux, tampons, couronnement d'avaloirs, protection à assurer contre le vol des tampons et ouvrages divers, etc...).

Les dégradations seront à la charge de chaque entreprise qui les aura provoquées et il appartiendra aux entrepreneurs titulaires des marchés de voirie et assainissement de signaler au constructeur et à son maître d'œuvre le nom des responsables des dégradations. En tout état de cause, il appartiendra au constructeur de répartir les responsabilités.

- L'enlèvement des gravats par multi-bennes, le remplacement des bennes, le transport jusqu'aux décharges publiques conformément à la circulaire du 15/02/2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment.

ARTICLE 7 - NETTOYAGE DU CHANTIER ET DE SES ABORDS

L'acquéreur fera exécuter, pendant toute la durée des chantiers et dès que nécessaire :

- Un ébouage, nettoyage et balayage systématique de toutes les voies et divers secteurs du chantier et de ses abords.
- L'enlèvement des gravois par multi-bennes, le remplacement des bennes, le transport jusqu'aux décharges publiques.

En cas de défaillance, la Communauté d'agglomération Seine-Eure fera procéder au nettoyage par une entreprise de son choix aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 8 - SANCTION

La Communauté d'agglomération Seine-Eure, en cas de non-respect des clauses du présent cahier des prescriptions particulières, pourra demander des dommages et intérêts qui seront fixés contradictoirement en fonction du dommage causé.

De plus la Communauté d'agglomération Seine-Eure pourra faire dresser des contraventions dès lors que les nuisances dues à la mauvaise tenue du chantier et de ses abords viendraient à troubler l'ordre public.